

VUE SYNTHÉTIQUE

Équipe des zones arides de l'IIED

Nom du projet :

Promouvoir les multiples usages des
Programme des zones arides

Chef de projet :

Camilla Toulmin et Ced Hesse

Calendrier :

1987 à 2009

Coût :

Le budget annuel était de £200 000 au
début pour atteindre £1,8 million à la fin.

Objectif :

Promouvoir des moyens de subsistance
meilleurs et plus durables pour les
populations des zones arides d'Afrique.

RÉSUMÉ DU PROJET

Les zones arides occupent les deux tiers de la surface de la terre et sont le berceau de 2,3 milliards de gens. Mais à la fin des années 1980, tandis que des sécheresses dévastatrices frappaient le Sahel africain, ces zones étaient généralement dénigrées comme des vastes étendues surexploitées. Le Programme des zones arides a débuté en 1987 pour rassembler des personnes ayant une opinion différente, notamment des chercheurs anglophones et francophones et des ONG des zones arides d'Afrique subsaharienne. Par le biais d'une recherche-action, d'une formation ciblée et d'un large éventail de publications, l'IIED et ses partenaires ont recueilli des preuves et façonné des politiques, touchant notamment au pastoralisme, à la gestion des ressources naturelles, à la fertilité des sols et au régime foncier. Aujourd'hui, les concepts et outils tirés du programme ont été largement adoptés par des organisations nationales et régionales.

THÉORIE DU CHANGEMENT

Au départ, l'équipe des zones arides a cherché à remettre en question les idées reçues : les connaissances qu'avait l'équipe de la réalité ne correspondaient pas au discours conventionnel faisant état de la

25 ans dans les zones arides

Une recherche-action à long terme dans les zones arides d'Afrique de l'Est et de l'Ouest remet en question les hypothèses communément retenues en matière de pauvreté et de désertification.

À Namarel, au Sénégal, lors d'un stage de formation inauguré dans les années 2000 durant la deuxième décennie du Programme des zones arides de l'IIED, les hommes et femmes des villages locaux ont appris des choses qui ont bouleversé l'opinion qu'ils se faisaient d'eux-mêmes. « Je n'ai plus honte, » a confié l'un d'entre eux au formateur ; et un autre de renchérir : « Finalement, je suis heureux d'être le fils d'un éleveur. »

Le groupe gagnait sa vie par le pastoralisme, et à l'instar des autres pasteurs et petits producteurs des zones arides, ils ont longtemps été accusés de dégrader l'environnement.

Beaucoup de gouvernements, certaines ONG internationales et des bailleurs de fonds ont évoqué une catastrophe au ralenti — évoquant des dunes de sable venant engloutir des champs et des pâturages tandis que des populations pauvres et rétrogrades surexploitaient leurs parcours arides et fragiles. L'essentiel de la recherche et du dialogue autour de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les années 1980 était fondé sur ce discours de ressources précaires et de dégradation provoquée par les pauvres.

Le module de formation sur le

Pastoralisme a mis au jour une toute autre histoire, s'inspirant de l'expérience personnelle des participants et de nouvelles recherches à travers le monde.

Parmi les sources figuraient des projets de recherche-action participative d'avant-garde en provenance d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, où ONG et chercheurs s'étaient associés avec le Programme des zones arides pour jeter un nouveau regard sur l'interaction des communautés locales avec leur milieu naturel — et leur environnement politique.

Ces travaux ont confirmé que le pastoralisme pouvait être un mode de vie durable et hautement productif, mais qu'il devait impérativement mettre à profit le savoir traditionnel, les technologies et les institutions.

Par ce nouvel éclairage sur les zones arides, les pasteurs ont retrouvé confiance en la valeur de leur identité culturelle et assez d'assurance pour faire valoir leurs droits.

Sagesse traditionnelle

Les communautés autochtones prospèrent en apprivoisant les conditions variables et incertaines des zones arides — par exemple, en élevant des espèces de bétail africain

dégradation et de l'impuissance du Sahel. Nous étions convaincus que des arguments fondés sur la preuve déboucheraient sur de meilleures politiques et donc sur de meilleures pratiques en matière de développement des zones arides. Au fil du temps, beaucoup de gouvernements sont devenus plus démocratiques et, grâce à cela, la théorie du changement s'est recentrée vers un modèle basé sur l'édification d'une société exigeante et d'un État réactif. Conscient du fait que le développement des zones arides était entravé par le manque de connaissances des responsables politiques concernant les moyens de subsistance locaux et les inégalités de pouvoir entre les décideurs et les populations locales, le programme s'est axé sur deux stratégies : accroître l'appréciation par les responsables politiques des systèmes de subsistance dans les zones arides et renforcer les capacités locales à remettre en question les préjugés et influencer les décideurs.

PRINCIPAUX ACQUIS ET INNOVATIONS

- Nous avons vigoureusement réfuté le grand courant de pensée qui estimait que seules des interventions autocratiques de nature technique pouvaient sauver les zones arides. L'IIED et ses partenaires ont montré que le savoir traditionnel et les institutions gérées localement pouvaient soutenir des communautés, des exploitations et des troupeaux productifs et durables — une perspective désormais ancrée dans les politiques de haut niveau.
- Le fait de travailler en deux langues a permis de rapprocher des cultures intellectuelles distinctes. Jeter une passerelle entre pays francophones et anglophones a favorisé la fertilisation croisée d'outils et de modèles politiques qui autrement n'intervient que rarement.
- Des activités à long terme principalement axées sur sept pays ont permis à l'équipe des zones arides et à ses partenaires d'approfondir ses relations, d'agir et d'apprendre de manière itérative, et de saisir des opportunités évolutives. La persévérance sans céder à une dilution excessive de notre action a été cruciale pour arriver à un réel changement.



Photo : Stephen Anderson

Le Programme des zones arides de l'IIED a montré que le savoir traditionnel et les institutions gérées localement peuvent soutenir des communautés, des exploitations et des troupeaux productifs et durables.

spécialisées qui ne mangent que les plantes les plus nourrissantes tout en parcourant un paysage varié. Les dommages et la désertification surviennent lorsque des interventions gouvernementales font fi de ces dynamiques, affirment des études. Mais il a parfois été politiquement plus opportun d'accuser les agriculteurs et les pasteurs et de céder leurs terres à des investisseurs étrangers qui se pressaient aux portes pour faire main basse sur ces ressources.

Pendant un quart de siècle, l'équipe des zones arides de l'IIED a travaillé pour disséminer ces résultats et pour influencer les politiques nationales, régionales et internationales. Nous avons documenté nos recherches dans le journal *Haramata*, dans une série de Dossiers appréciés du public et dans une foule d'autres publications — y compris beaucoup d'articles rédigés par nos collègues africains.

Nous avons présenté des arguments à maintes réunions, qu'il s'agisse de négociations onusiennes, de groupes d'analyse participative ou de visites de terrain avec des paysans, ou encore d'évaluations par des bailleurs de

fonds, lors desquelles nous avons aidé à dresser un état des lieux pour offrir une autre perspective sur de nouvelles stratégies.

Nos travaux allaient au-delà de la génération de savoir, avec des projets d'apprentissage participatifs qui aidaient les communautés des zones arides à organiser et à exiger un changement de politique. Bon nombre des fils de cette trame ont été tissés lors du stage de formation, qui a regroupé pasteurs et agents des pouvoirs publics dans la même salle de classe.

Transcender les frontières

Outre la mise en relation des populations marginalisées et des responsables politiques, le programme s'efforçait de combler d'autres fossés : entre les parties prenantes, les disciplines et les secteurs, entre l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, entre les capitales et les zones rurales.

Une stratégie réussie pour forger de nouveaux liens a consisté à investir dans un programme bilingue. Grâce à des publications traduites et des ateliers en deux langues, des visites de

groupes de l'Est anglophone et de l'Ouest francophone, deux cultures intellectuelles distinctes ont pu se mélanger. Les collègues francophones appréciaient les liens avec la littérature et les approches de développement anglophones, telles que la méthodologie d'apprentissage participatif et d'action introduite au Sahel dans les années 1990. Un savoir précieux et de multiples outils ont aussi circulé dans l'autre sens avec l'adaptation de formations francophones sur le pastoralisme en Afrique de l'Est et avec un intérêt est-africain envers la législation pastorale du Sahel.

La longue échéance du programme et sa portée géographique ciblée ont dopé son impact. Nous avons réalisé des investissements à long terme dans seulement sept pays phares : le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, le Niger, le Sénégal et la Tanzanie. Dans ces pays, des partenariats se sont noués et se sont nourris entre les institutions coutumières, les services gouvernementaux, les chercheurs et la société civile.

Des organisations partenaires ont fini par comprendre leurs environnements politiques nationaux et comment les influencer ; une

recherche-action itérative a permis aux communautés des zones arides de s'appuyer sur leurs accomplissements et de tirer des leçons de leurs échecs ; et nous avons maintenu un soutien régulier sur des enjeux clés tels que le pastoralisme et le régime foncier, soutien qui a finalement engendré une évolution des idées, des politiques et des pratiques.

Nous avons navigué à travers ces processus de longue haleine en adoptant une gestion souple et une participation véritable. Dans un bilan indépendant du programme, des partenaires évoquaient une relation d'égalité et de transparence. L'un d'eux se félicitait de la planification réactive de l'IIED qu'il trouvait « digne des pasteurs » : le programme savait ce qu'il voulait atteindre et comptait sur ses collègues des pays hôtes pour réagir rapidement à l'évolution des circonstances et pour saisir les chances qui se présentaient.

Des concepts que l'IIED et ses partenaires ont commencé à promouvoir il y a 10 ou 20 ans trouvent aujourd'hui un écho auprès de certains bailleurs de fonds, certains gouvernements et auprès de la société civile. Le nouveau cadre de l'Union africaine sur le pastoralisme emprunte un texte tiré du stage de

OPINION DES PARTENAIRES

La recherche sur la valeur économique totale du pastoralisme, en termes de génération de données empiriques, a été la première de ce type en Éthiopie.

L'IIED a été la première institution à démocratiser la méthode active de recherche et de planification participatives.

Le Programme des zones arides est la seule entité qui a réussi à entreprendre des travaux multi-niveaux alliant les habitants locaux des zones arides et les décideurs mondiaux.

Commentaires anonymes tirés d'un bilan du Programme des zones arides



ÉQUIPE DE L'IIED SUR LES ZONES ARIDES

Grâce à la recherche, la formation et le plaidoyer, l'Équipe des zones arides de l'IIED entend améliorer les cadres institutionnels de développement et de gouvernance dans les zones arides.



Photo : Stephen Anderson

formation et la nouvelle législation sur les forêts du Sénégal reconnaît l'un des outils participatifs du programme comme une méthode valable de gestion des ressources naturelles.

Au sein de l'IIED, des projets de recherche en cours sur les zones arides ont récemment mué vers le Groupe plus récent sur les changements climatiques. Dans cette nouvelle famille, les 25 années de l'IIED dans les zones arides peuvent désormais influencer nos travaux sur les enjeux climatiques. C'est de bon

aloï, car les communautés des zones arides ont beaucoup de choses à nous enseigner sur la façon de prospérer dans un environnement changeant et imprévisible.

Avec la clôture du programme des zones arides, l'IIED cherche aussi à regrouper les recherches interconnectées de différents départements. En maintenant les liens et les réseaux, nous espérons faire plus de lumière sur la suite de l'histoire des zones arides et de leurs populations.

La série Réflexion & action de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement entend être une vitrine des innovations et des leçons apprises dans le cadre de divers projets désignés à travers l'ensemble de l'Institut. Pour en savoir plus, voir www.iied.org